



20 JANVIER 2026

Étiqueter l'enlèvement d'une « capture », les médias violent légitimement le droit international

GREGORY SHUPAK



Les médias d'entreprise ont déployé un lexique de la légitimation dans leur couverture de l'invasion meurtrière par les États-Unis du Venezuela et de l'enlèvement du président Nicolás Maduro, ainsi que de son épouse et collègue politique Cilia Flores. Les principaux organes de presse ont régulièrement décrit ces événements en utilisant des mots comme « capture » ([New York Times, 1/3/26](#)) ou « arrestation » ([BBC, 1/3/26](#)), qui les présente comme une question d'application de la loi contre les fugitifs ou les criminels, et porte l'hypothèse intégrée mais fausse que les États-Unis avaient le droit ou même le devoir de mener leur opération en premier lieu.

La prémissse ridicule est que chaque fois qu'un mandat d'arrêt est émis quelque part aux États-Unis, les États-Unis ont le droit de faire quoi que ce soit, n'importe où dans le monde, à la poursuite du sujet – y compris bombarder un autre pays, l'envahir, tuer ses citoyens et détourner son président et sa première dame. Maggie Gardner, professeure à la Cornell Law School (**Transnational Litigation Blog**, 1/5/26) a réprimandé l'idée que les États-Unis n'ont fait qu'appliquer la loi au Venezuela, en soulignant (l'accent est mis sur l'original):

En vertu du droit international coutumier, un souverain ne peut exercer sa compétence d'exécution sur le territoire d'un autre souverain *que s'il a le consentement de ce souverain*. Cette ligne dure limitant les pouvoirs d'application du territoire d'un souverain est claire et bien établie.

Le Venezuela, bien sûr, n'a pas consenti à être bombardé, ni à faire prendre Maduro et Flores du pays sous la menace d'une arme à feu. En conséquence, ce qui s'est passé à Caracas est mieux compris non pas comme les États-Unis qui font respecter la loi, mais comme les États-Unis enfreignant le droit international. Il est donc trompeur d'utiliser un langage comme « capture » et « arrestation », qui évoquent les États-Unis qui respectent la loi, pour décrire les forces américaines lourdement armées et qui prennent Maduro et Flores prisonniers au milieu de la nuit (BBC, 1/4/26).

« Enlevé, pour ainsi dire »

J'ai utilisé l'agrégateur de nouvelles Factiva pour examiner **New York Times**, **Journal de Wall Street** et **Washington Post** couverture du 3 janvier au 5 janvier, jour de l'attaque des États-Unis contre le Venezuela et les deux premiers jours après ces développements. Les articles ont publié 223 pièces qui présentaient le nom de Maduro, et 166 d'entre elles (74%) utilisaient le terme « capture » ou une forme de celui-ci, comme « capturé » ou « capture ». Soixante de ces pièces, soit 27%, comprenaient le mot « arrestation » ou variations sur le terme, comme « arrêté » ou « arrestation ».

'A long road ahead': Venezuelans react to Maduro's arrest with hope and worry

3 January 2026

Grace Eliza Goodwin, Cristobal Vasquez and Tom Bateman, US State Department correspondent

Share  Save 



En utilisant des mots comme «arrestation» (BBC, 1/3/26) et «capture», les médias évoquent un cadrage où les «bons gars» et les «méchants» sont préordonnés.

«Enlèvement» ou «enlèvement» – synonymes qui signifient emporter quelqu'un illégalement et par la force – sont des mots beaucoup plus appropriés pour ce que les États-Unis ont fait à Maduro et Flores. Seulement deux pièces dans le **Post** et une dans le **Journal** ont utilisé toute forme d'«enlèvement» (comme «enlèvement») dans l'un des articles qui se réfèrent à Maduro, 1% du total combiné d'articles. Dans chaque cas, le terme apparaît entre guillemets. Le **Times** n'a couru aucune pièce dans laquelle le mot est apparu.

Le **Post** 1/3/26(1/3/26) partageait une perspective perplexe de Geoffrey Corn – chef du Center for Military Law and Policy de l'Université Texas Tech, et un ancien conseiller juridique de l'armée américaine – qui a déclaré que la Cour suprême des États-Unis était claire depuis la fin du XIXe siècle que « vous ne pouvez pas prétendre que vous avez été enlevé et que, par conséquent, la cour ne devrait pas être autorisée à faire valoir son autorité sur vous. » L'article continuait:

"Maduro ne va pas pouvoir éviter d'être traduit en justice parce qu'il a été enlevé, pour ainsi dire, même s'il peut l'établir violait le droit international", a déclaré M. Corn, ajoutant qu'à son avis, l'opération militaire de l'administration du jour au lendemain manquait de "base juridique plausible".

Ainsi, malgré le point de vue de Corn selon lequel l'attaque américaine était illégale, il ne pouvait pas se résoudre à présenter l'enlèvement de Maduro comme littéral plutôt que figuratif.

Cet article, ainsi qu'un autre dans le **Post** 1/3/26(1/3/26) et un dans le **Wall Street Journal** (1/5/26), a cité le sénateur démocrate Mark R. Warner:

Maduro's Capture Prompts Protests and Celebrations in U.S. Cities

Opponents of the U.S. intervention in Venezuela called it illegal. Supporters celebrated the ouster of Nicolás Maduro, the country's authoritarian president.

▶ Listen to this article · 4:56 min [Learn more](#)

By [Robert Chirito](#), [Adam Sella](#) and [Raúl Vilches](#)

Jan. 3, 2026



Le **New York Times** 1/3/26(1/3/26) a décrit les partisans de la restitution de Maduro comme « célébrant la capture » ou « célébrant M. L'arrestation de Maduro. »

Si les États-Unis affirment le droit d'utiliser la force militaire pour envahir et capturer des dirigeants étrangers, ils accusent de conduite criminelle, qu'est-ce qui empêche la Chine de revendiquer la même autorité sur la direction de Taïwan ? Qu'est-ce qui empêche Vladimir Poutine d'affirmer une justification similaire pour enlever le président ukrainien ?

Même si Warner est sceptique quant aux actions des États-Unis au Venezuela, il utilise toujours le langage de la « capture » pour Maduro, tout en utilisant « l'enlèvement » pour un scénario hypothétique dans lequel l'ennemi officiel Poutine accomplit un crime parallèle. Aucun des articles qui incluaient la citation de Warner n'a commenté cette incohérence linguistique.

Le mot «enlèvement» n'a jamais été utilisé dans la voix d'un journaliste de l'un de ces documents pour décrire ce que les États-Unis avaient fait.

« Ce n'est pas un mauvais terme »

Des responsables vénézuéliens, dont Maduro lui-même (**New York Times**, 1/5/26), affirment qu'il a été « kidnappé » par les États-Unis. Ce ne sont pas les seuls. Sur **La Démocratie Maintenant !** (1/3/26), la journaliste vénézuélienne Andreína Chávez et l'historien vénézuélien basé aux États-Unis Miguel Tinker Salas ont tous deux utilisé ce mot pour caractériser ce que les États-Unis ont fait à Maduro et Flores.

Maduro's arrest exposes legal fictions

The administration concocts a legal rationale for a foreign policy objective. That's OK.

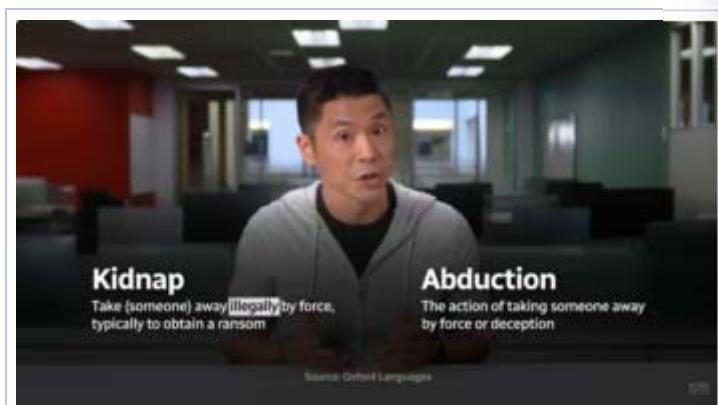
January 5, 2026

4 min 798

Make us preferred on Google



« *La portée de la loi américaine dans les pays hostiles... dépend de la puissance et de l'emplacement du pays ciblés* », a estimé le **Washington Post** (1/5/26); c'est « *comment le monde fonctionne* ».



CBC co-ancre Andrew Chang (1/5/26) se débat sérieusement avec le meilleur mot pour décrire l'action américaine contre Maduro.

Le radiodiffuseur national du Canada, la **SRC** (1/5/26), considérait l'idée que Maduro était « kidnappé » comme au moins un débat sérieux. Le co-ancre Andrew Chang a demandé:

L'armée américaine vient-elle d'enlever Nicholas Maduro ? ... « Kidnap » est un mot chargé car cela implique l'illégalité. Peut-être qu'une façon plus neutre de décrire la capture de Maduro est comme un «enlèvement», mais le gouvernement américain l'appelle une «arrestation». ...

Ce n'est pas une question ringarde sur la sémantique. C'est une question de droit, et si les États-Unis ont le droit légal d'extraire les dirigeants mondiaux de leurs foyers, et peut-être même si d'autres pays pourraient avoir ce droit, aussi.

Notamment, quand [on a dit à Trump](#) que le président par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, avait déclaré qu'il s'agissait d'un «enlèvement», il n'a pas repoussé, disant: «Ce n'est pas un mauvais terme».

Cependant, la seule fois où « l'enlèvement » est apparu dans le **Times**, **le Journal** ou **le Post** par rapport à Maduro et Flores – en 10 morceaux, ou 4% de la couverture – est venu lorsque ce terme a été attribué à des représentants de l'État vénézuélien. Suggérer aux lecteurs qu'un gouvernement qui a été [diabolisé](#) dans les [médias américains](#) pendant des [décennies](#) est la seule source qui considère Maduro et Flores comme ayant été « kidnappé » revient à suggérer qu'aucune source crédible ne prenne cette position.

Les trois articles combinés pour exécuter zéro article traitant comme un fait objectif l'opinion selon laquelle l'Amérique a « enlevé » ou « enlevé » un chef d'État en exercice au mépris du droit international, alors qu'ils utilisaient régulièrement des « capturés » et des « arrêtés » en dehors des guillemets, comme si ces choix de mots ne sont que des descriptions plates de la réalité.

ICE aussi « arrestations »

Ces choix linguistiques sont importants. « Capturer » et « arrêter » dépeignent Trump, Delta Force et la [CIA](#) comme des héros justes protégeant leur pays – ainsi que le Venezuela et le reste du monde – des méchants Maduros. «Enlève» et «enlèvement» inversent moralement les rôles de bon gars et de méchant, et dépeindraient les acteurs américains comme les malfaiteurs.

Cette forme particulière de jeu de mots fait partie d'un modèle pour les médias d'entreprise

sous cette administration Trump. Les rafles de migrants aux États-Unis ont présenté ce que l'on peut qualifier avec le plus de précision d'enlèvements ou d'enlèvements de personnes – hors de la rue, dans les tribunaux, sur les lieux de travail et ailleurs – par des agents armés, masqués et irresponsables, dans des véhicules non marqués. Il n'est donc pas surprenant que les avocats de l'immigration, les membres du Congrès et les professeurs de droit (**LA Times**, 10/21/25 10/21/25), entre autres, utilisent régulièrement le mot «enlèvement» pour décrire ces événements.

Et décrire les pratiques d'ICE comme des «enlèvements» n'est pas une vue marginale. Rep. Jesus « Chuy » Garcia (D-III.)

utilise le mot (**Independent**, 12/5/25), tout comme le rédacteur en chef **de Rolling Stone** Tim Dickinson (7/2/25), et l'universitaire et auteure Natasha Lennard de la New School for Social Research à New York (**Intercept**, 7/1/25 7/1/25). Les victimes de l'ICE (**Mère Jones**, 18/07/27; **NPR**, 7/27/25 7/27/25) et leurs familles (**Guardian**, 15/04/25, 6/10/25, 6/26/25) décrivent fréquemment leur calvaire en de tels termes.

Pourtant, les médias d'entreprise évitent un tel langage pour le même « arrestation » ou le même langage de « capture » accepté qu'ils employaient pour Maduro et Flores. Lorsque j'ai utilisé Factiva pour jumeler «ICE» avec les mots «enlèvement» ou «enlèvement», seulement deux articles sont apparus qui comprenaient la perspective que l'ICE «enlève» aux gens (**New York Times**, 7/13/25 ; **Washington Post**, 12/3/25), tous deux attribués à des sources critiques. Cinq (2%) comprenaient une version du mot «kidnap», le tout entre guillemets.

Trois de ces citations provenaient du gouvernement vénézuélien tant affaibli (**New York Times**, 3/18/25, 11/25/25 11/25/25; **Washington Post**, 5/4/25), l'une provenait d'un homme dont le père et la belle-fille avaient été détenus par ICE (**Washington Post**, 3/21/25), et l'autre d'un membre du Chicago Board of Education (**New York Times**, 10/22/25).

La langue est chargée de la même manière, qu'il s'agisse de migrants attaqués par des bottes américaines, ou de ces mêmes forces déclenchées contre les politiciens socialistes dans les pays du Sud qui cherchent à échapper à la domination impériale.

ICE Arrested Dozens of Refugees in Minnesota and Sent Them to Texas, Lawyers Say

The refugees, many of them from Somalia, had passed security screenings before coming to the United States. The Trump administration has vowed to “re-examine thousands of refugee cases.”

Listen to this article - 5:24 min [Learn more](#) [Share full article](#) [Email](#) [Print](#) [223](#)



*«Les arrestations des réfugiés... comprennent des enfants», a rapporté le **New York Times** (1/13/26).*

Le travail de FAIR est soutenu par nos généreux contributeurs, qui nous permettent de rester indépendants. Faites un don aujourd'hui pour faire partie de cette importante mission.

Articles connexes



NYT: Le Droit International Est «Anti-Israël»

Après le déménagement de Trump à Jérusalem, les médias s'inquiètent de la «violence» – pas de violation du droit international

Le droit international rarement digne d'intérêt dans la guerre de Gaza

Avec La Source Suspendue, Les Médias Rétracteront-ils L'histoire Du "Capital"?

Classé sous: [Immigration](#), [Agendas officiels](#), [Venezuela](#)

Gregory Shupak

Gregory Shupak est un universitaire et écrivain. Son livre *The Wrong Story: Palestine, Israel and the Media* est publié par **OR Books**.



◀ Article précédent [J'aurais aimé me tromper sur ce à quoi ressemblerait le « contrôle de la frontière »](#)

▶ Article suivant [Tout le Groveling de Bezos n'a pas empêché le FBI de Trump de pousser la maison d'un journaliste de WaPo](#)



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivs 3.0 Unported License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).